

CONFÉRENCES
ET DÉBATS
AUTOUR
DES ENJEUX
GÉOPOLITIQUES
D'AUJOURD'HUI

LES
INTERNATIONALES
DE
DIJON

01-04-2017

SALLE DES ÉTATS
PALAIS DES DUCS
DE BOURGOGNE



PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

SOMMAIRE

Édito

4

09H00

5

Allocutions de bienvenue

FRANÇOIS REBSAMEN,
MAIRE DE DIJON, PRÉSIDENT DE LA
COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND
DIJON

PASCAL BONIFACE,
DIRECTEUR DE L'IRIS

09H30

6

La démocratie en danger ?

ROSELYNE BACHELOT,
JOURNALISTE, CHRONIQUEUSE,
ANCIENNE MINISTRE

BERTRAND BADIE,
PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À
SCIENCES PO PARIS, EXPERT EN
RELATIONS INTERNATIONALES

PIERRE JOXE,
ANCIEN MINISTRE, AVOCAT AU BARREAU
DE SEINE-SAINT-DENIS

LUKÁŠ MACEK,
DIRECTEUR, SCIENCES PO DIJON

MODÉRATION : SLADANA ZIVKOVIC,
ADJOINTE AU MAIRE DE DIJON
DÉLÉGUÉE AUX RELATIONS
INTERNATIONALES ET AUX RELATIONS
EXTÉRIEURES

11H15

12

Y a-t-il une justice internationale ?

PASCAL BONIFACE,
DIRECTEUR DE L'IRIS

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU,
JURISTE, PROFESSEURE ÉMÉRITE DE
DROIT PUBLIC ET DE SCIENCE POLITIQUE
À L'UNIVERSITÉ PARIS VII - DIDEROT

GENEVIÈVE GARRIGOS,
PORTE-PAROLE D'AMNESTY
INTERNATIONAL FRANCE

LOÏC HENNEKINNE,
AMBASSADEUR DE FRANCE

AHMEDOU OULD ABDALLAH,
PRÉSIDENT DU CENTRE POUR LA
STRATÉGIE ET LA SÉCURITÉ DANS LE
SAHEL SAHARA (CENTRE 4S)

MODÉRATION : JOËL MEKHANTAR,
PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC, CREDESPO,
UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE, ADJOINT AU MAIRE
DE DIJON DÉLÉGUÉ À LA MODERNISATION DU
SERVICE PUBLIC ET À L'INFORMATIQUE



14H00

19

Le sport peut-il être mis au service des droits de l'homme ?

EMMANUELLE ASSMANN,

PRÉSIDENTE DU COMITÉ PARALYMPIQUE
ET SPORTIF FRANÇAIS

PAPE DIOUF,

ANCIEN JOURNALISTE SPORTIF,
ANCIEN PRÉSIDENT DE L'OLYMPIQUE
DE MARSEILLE

GÉRALD SIMON,

PROFESSEUR, DIRECTEUR DU
LABORATOIRE DE DROIT DU SPORT À
L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

LILIAN THURAM,

PRÉSIDENT DE LA FONDATION LILIAN
THURAM-ÉDUCATION CONTRE LE
RACISME, ANCIEN FOOTBALLEUR

MODÉRATION : PASCAL BONIFACE,

DIRECTEUR DE L'IRIS



15H45

25

Les réfugiés

JEAN-FRANÇOIS CORTY,

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS
INTERNATIONALES DE MÉDECINS DU MONDE

PIERRE HENRY,

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FRANCE TERRE
D'ASILE

THOMAS RIBÉMONT,

PRÉSIDENT D'ACTION CONTRE LA FAIM

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN,

DIRECTRICE DE RECHERCHE AU CNRS

MODÉRATION : CHARALAMBOS

APOSTOLIDIS,

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCES ÉCONOMIQUE
ET POLITIQUE, UNIVERSITÉ DE
BOURGOGNE

17H15

31

Allocution de clôture

SLADANA ZIVKOVIC,

ADJOINTE AU MAIRE DE DIJON DÉLÉGUÉE AUX RELATIONS INTERNATIONALES ET
AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

Édito



FRANÇOIS REBSAMEN
MAIRE DE DIJON, PRÉSIDENT DE LA
COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND DIJON

“ Une métropole peut-elle ignorer les grands débats du monde ? À l'évidence, non. C'est la raison pour laquelle, revendiquant son ouverture et son sens de l'accueil, portée par les valeurs associées à sa double reconnaissance Unesco et son rayonnement, la ville de Dijon a souhaité instaurer ces Internationales de Dijon en partenariat avec l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Elles ont vocation à revenir, chaque année au printemps. Au cœur de l'Europe, au sein de notre grande région Bourgogne-Franche-Comté, j'ai voulu cette journée de débats et d'échanges pour rassembler, autour de thèmes liés aux droits de l'Homme dans le monde, citoyens et experts de tous horizons dont la rencontre suscite la réflexion et le questionnement.

Bien au-delà de Dijon, notre invitation est large, et c'est dans un état d'esprit ouvert, curieux, bienveillant, que nous abordons cette journée aussi riche que cosmopolite. Débattre, c'est questionner et réfléchir, c'est exercer son sens critique. Débattre, c'est s'emparer de la démocratie, revendiquer la contradiction possible et admettre la complexité du monde. A l'échelle internationale, c'est ma conviction, les grandes villes ont un rôle majeur à tenir dans l'action en faveur d'un monde meilleur.

Au palais des ducs et des États de Bourgogne, témoignage d'une histoire séculaire qui nous rappelle que le rayonnement international de notre ville est ancré dans une réalité ancienne, dans cette cité où se tint en 1936 le congrès de la Ligue des droits de l'Homme qui élaborera quelques lignes essentielles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, les Internationales de Dijon marquent notre engagement pour une intelligence collective et la fondation d'un monde plus juste.

Bienvenue, vous êtes à Dijon, vous êtes chez vous.

09H00

Allocutions de bienvenue

FRANÇOIS REBSAMEN

MAIRE DE DIJON, PRÉSIDENT DE LA
COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND DIJON

PASCAL BONIFACE

DIRECTEUR DE L'IRIS

TABLE RONDE

09H30

La démocratie en danger ?

AU SORTIR DE LA GUERRE FROIDE, ON AVAIT LE SENTIMENT QUE LA DÉMOCRATIE ALLAIT DEVENIR LA NORME. POURTANT, NON SEULEMENT DES DICTATURES SUBSISTENT MAIS DES ÉLECTIONS PEUVENT PERMETTRE LE TRIOMPHE DE DIRIGEANTS AUTORITAIRES, TANDIS QUE LES CITOYENS DES DÉMOCRATIES LES PLUS ÉTABLIES SEMBLENT SE LASSER DU SYSTÈME.



ROSELYNE BACHELOT **JOURNALISTE, CHRONIQUEUSE,** **ANCIENNE MINISTRE**

Roselyne Bachelot est une femme politique française et docteur en pharmacie de formation.

Ministre de l'Écologie et du Développement durable (2002-2004) dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, elle mène entre autres l'inscription dans la Constitution française de la Charte de l'Environnement, instaure la première Stratégie nationale de développement durable, le premier Plan national Santé-Environnement et établit une législation globale de protection contre les risques naturels et technologiques (loi Bachelot juillet 2003), Ministre de la Santé, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative puis des Solidarités et de la Cohésion sociale dans le gouvernement de François Fillon, elle a mené une réforme en profondeur du système de santé français (loi Hôpital, Patients Santé et Territoires -HPST- dite loi Bachelot juillet 2009).

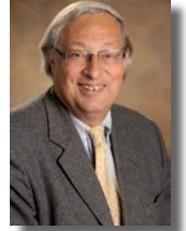
Militante féministe engagée, Roselyne Bachelot a participé à la création de l'Observatoire de la parité et dirigé les travaux qui ont conduit à l'inscription de la parité dans la Constitution. Elle a par ailleurs dirigé de nombreuses instances, tel le Conseil national des personnes handicapées et administré des organisations locales, nationales et européennes. Elle a exercé des fonctions de direction et d'animation au sein du Rassemblement pour la République (RPR) puis de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) dont elle est l'un des membres fondateurs.

Elle a exercé de nombreux mandats locaux : conseillère municipale d'Angers, conseillère générale du Maine et Loire, conseillère régionale des Pays de la Loire dont elle assura la vice-présidence et la présidence de la commission de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Élue députée du Maine et Loire en 1988, elle fut constamment réélue jusqu'en 2012. Elle a siégé au Parlement européen de 2004 à 2007. Dans toutes ses fonctions, elle a concentré son expertise sur les questions sociales : travail, emploi, santé, handicap, famille, sécurité sociale, dépendance. Spécialiste des questions liées au Moyen-Orient, elle a présidé l'association parlementaire Euro-Arabe et effectué plusieurs missions en Irak et en Palestine. Elle assure la vice-présidence de l'Institut de relations internationales et stratégiques. Elle continue de présider un think tank, le Rameau, qu'elle a fondé en 1997 qui regroupe des experts de toutes tendances politiques et qui étudie tout particulièrement les questions sociales et sociétales.

Roselyne Bachelot décide de quitter sa carrière politique en 2012. Elle rejoint alors le groupe *Canal+* où elle devient journaliste : chroniqueuse dans l'émission *le Grand 8* sur D8 et éditorialiste sur la chaîne d'information I télé. Elle est aujourd'hui journaliste à *RMC* où elle anime l'émission *100% Bachelot* du lundi au vendredi, chroniqueuse et critique sur *France-Musique* et éditorialiste pour le groupe *Nice Matin* et *Forum Opéra*.

BERTRAND BADIE PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO PARIS, EXPERT EN RELATIONS INTERNATIONALES



Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues et civilisations orientales, **Bertrand Badie** est agrégé et titulaire d'un doctorat en science politique. Ses recherches portent sur la sociologie et la théorie des relations internationales, la politique comparée, le multilatéralisme, l'opinion publique internationale, l'évolution de l'Etat et de la souveraineté dans les relations internationales ainsi que sur la culture politique.

Il débute sa carrière universitaire à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne en tant qu'assistant (1974-77) puis comme maître-assistant (1977-82), avant de devenir professeur à l'Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I (1982-90). Pendant cette période, il a également été chargé de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales (1975-1990), ainsi qu'à l'École des hautes études en sciences sociales (1987-1990).

Chargé de cours puis professeur à l'Institut d'études politiques de Paris à partir de 1990, Bertrand Badie dirige également les collections des Presses de Sciences Po entre

1994 et 2003. Il est par ailleurs directeur du cycle supérieur de relations internationales de l'IEP de Paris depuis 1999.

Bertrand Badie a été Président du conseil scientifique de l'Institut français du Proche-Orient de 2006 à 2013, et membre du comité exécutif (depuis 2003), puis Vice-président (2006-2010) de l'Association internationale de science politique. Il a également présidé le jury du concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur en science politique en 2012-13.

Bertrand Badie est l'auteur de nombreuses publications, dont *La diplomatie des droits de l'Homme* (Fayard, 2002), *L'impuissance de la puissance : essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales* (Fayard, 2004), *Le multilatéralisme* (La Découverte, 2007), *International Encyclopedia of political Science* (en coll.) (Sage, 2011), *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales* (Odile Jacob, 2014) et *Nous ne sommes plus seuls au monde*, son dernier livre publié en 2016 aux éditions La Découverte.

PIERRE JOXE
ANCIEN MINISTRE, AVOCAT AU BARREAU
DE SEINE-SAINT-DENIS



Diplômé d'une licence de la Faculté de Droit de Paris, **Pierre Joxe** a également été élève à l'École nationale d'administration (ENA) (promotion Albert Camus, 1960-62) et auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (1983-84).

Pierre Joxe a débuté sa carrière en tant qu'auditeur (1962) et conseiller référendaire (1968) à la Cour des comptes, puis rapporteur de la commission nationale d'aménagement du territoire au Commissariat général au Plan (1963) et du Comité des entreprises publiques (1966). Il a été chargé de mission auprès du ministère des Affaires étrangères (1967-70), maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris (1963-73), secrétaire général adjoint de la Convention des institutions républicaines (1970) et membre du bureau exécutif et du comité directeur du Parti socialiste (1971-93). Conseiller général du canton de Chalon-sur-Saône-périphérie (1973-79), Pierre Joxe occupera ensuite les fonctions d'adjoint au maire de Chalon (1977-83), président du Conseil régional de Bourgogne (1979-82), député de

Saône-et-Loire (1973-84), vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (1978) et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (1981-84 et 1986-88). Il sera par la suite ministre de l'Industrie (mai-juin 1981), ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation (1984-86), ministre de l'Intérieur (1988-91), ministre de la Défense (1991-93), premier président de la Cour des comptes (1993-2001), membre du Conseil constitutionnel (2001-2010) et avocat au barreau de Paris (2010-2016). Pierre Joxe est aujourd'hui avocat au barreau de Seine-Saint-Denis (depuis 2017).

Pierre Joxe est l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels : *Pas de quartier ?* (Fayard, 2012) et *Soif de justice. Au secours des juridictions sociales* (Fayard, 2014).

Pierre Joxe est Commandeur de l'ordre national du Mérite, Knight of the British Empire, Grand Croix de l'Ordre du Mérite civil (Espagne), Grand Officier de l'Ordre national du Lion (Sénégal), Commandeur de l'Ordre du Phénix (Grèce) et de l'Ordre national du Mérite (Hongrie).

LUKÁŠ MACEK DIRECTEUR, SCIENCES PO DIJON



Lukáš Macek est le directeur du campus européen - Europe centrale et orientale de Sciences Po Dijon depuis 2004. Après des études en France (lycée Carnot à Dijon, Sciences Po), il a travaillé en République tchèque comme attaché parlementaire et conseiller politique spécialisé en affaires européennes, notamment auprès de M. Josef Zieleniec, sénateur et ancien ministre des Affaires étrangères.

Il a suivi les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe en tant que secrétaire de la délégation du Sénat tchèque. Il s'est activement investi dans les campagnes politiques liées à l'adhésion de la

République tchèque à l'Union européenne, ainsi que dans les élections européennes de 2004 et 2009. En 2008, il a été conseiller de M. Jan Svejnar, candidat à la présidence de la République tchèque.

Teaching assistant à la New York University à Prague (2001-04), il a également enseigné à l'Université Charles de Prague. Depuis 2004, il enseigne l'introduction aux affaires de l'Union européenne à Sciences Po. Auteur et co-auteur de nombreux articles et études sur les questions européennes, il a notamment publié *L'élargissement met-il en péril le projet européen ?* (Documentation française, 2011).

MODÉRATION

SLADANA ZIVKOVIC ADJOINTE AU MAIRE DE DIJON DÉLÉGUÉE AUX RELATIONS INTERNATIONALES ET AUX RELATIONS EXTÉRIEURES



Sladana Zivkovic, juriste spécialisée en droit public et sciences politiques (Université de Bourgogne), travaille sur les questions de jeunesse, formation professionnelle et apprentissage au sein de la Région Bourgogne Franche-Comté.

Élue lors des élections municipales de 2014, elle est adjointe au maire de Dijon, François Rebsamen et membre de la commission du développement économique de la métropole.

En charge des relations internationales, elle développe en complément des échanges culturels, une stratégie fondée sur le développement économique pour mieux soutenir les acteurs et les forces vives du territoire : entreprises, associations, filières d'excellence, enseignement supérieur... Elle participe à accroître les relations historiques avec les villes jumelées avec Dijon (Mayence, Reggio Emilia, York, Opole, Prague, Pécs,

Cluj-Napoca, Skopje, Volgograd et Dallas). Elle crée de nouveaux partenariats avec la Méditerranée (Guimarães, Portugal et Chefchaouen, Maroc) ainsi qu'avec l'Afrique (Dakar, Sénégal).

Sladana Zivkovic préside la commission « échanges et partenariats » de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE). Membre du bureau de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Ces groupements développent une véritable diplomatie des villes.

Vice-présidente du réseau Bourgogne-Franche-Comté International, elle est engagée aux côtés des associations de solidarité internationale. Très investie au sein de la Commission nationale de la Coopération décentralisée (ministère des Affaires étrangères), elle travaille en lien avec les ambassadeurs économiques, à la promotion du territoire à l'international.

TABLE RONDE

11H15

Y a-t-il une justice internationale ?

L'ÉTABLISSEMENT DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE LAISSAIT ESPÉRER LA FIN DE L'IMPUNITÉ. ELLE EST AUJOURD'HUI MISE EN CAUSE POUR PRATIQUER UN « DEUX POIDS, DEUX MESURES » QUI REVIENT À N'INCULPER QUE LES CHEFS D'ÉTATS AFRICAINS ET ÉPARGNER CEUX DES PAYS PUISSANTS.

PASCAL BONIFACE DIRECTEUR DE L'IRIS



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Paris 8.

Pascal Boniface dirige également *La Revue internationale et stratégique* (parution trimestrielle depuis 1991) et *L'Année stratégique* (parution annuelle depuis 1985).

Il a écrit ou dirigé la publication d'une cinquantaine d'ouvrages ayant pour thème les relations internationales, les questions nucléaires et de désarmement, les rapports de force entre les puissances, la politique étrangère française, l'impact du sport dans les relations internationales, le conflit du Proche-Orient et ses répercussions en France.

Pascal Boniface publie de nombreux articles dans des revues internationales de

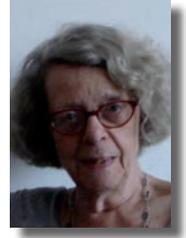
géopolitique, intervient régulièrement dans les médias nationaux ou internationaux, écrits ou audiovisuels et fait de nombreuses conférences et débats en France et à l'étranger. Il est l'un des géopolitologues les plus suivis sur les réseaux sociaux, notamment Twitter et Facebook.

Il est éditorialiste pour les quotidiens *La Croix* (France), *La Vanguardia* (Espagne) et *Al Ittihad* (Emirats arabes unis).

Pascal Boniface est membre du Conseil national de l'éthique de la Fédération française de football. Il est par ailleurs consultant pour les questions géopolitiques du Musée de l'Olympisme et consultant géopolitique pour l'ONG Peace and Sport.

Pascal Boniface est Chevalier de l'Ordre national du mérite et Officier de la Légion d'honneur. Il a également reçu le prix Vauban en 2012.

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU
JURISTE, PROFESSEURE ÉMÉRITE DE
DROIT PUBLIC ET DE SCIENCE POLITIQUE À
L'UNIVERSITÉ PARIS VII - DIDEROT



Monique Chemillier-Gendreau est agrégée de Droit Public et de Science politique. Elle a centré ses travaux de recherche sur le droit international et la théorie de l'État. Elle a participé à diverses procédures devant des tribunaux arbitraux et devant la Cour internationale de Justice.

Monique Chemillier-Gendreau a également travaillé sur d'autres différends internationaux, en particulier en Asie et comme consultante auprès de l'Unesco.

Parmi ses principaux ouvrages publiés : *Humanité et souverainetés. Essai sur la fonction du droit international* (La Découverte, 1995), *La souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys* (L'Harmattan, 1996), *Droit international et démocratie mondiale : les raisons d'un échec* (Textuel, 2002), *Le Vietnam et la mer* (Les Indes Savantes, 2002), *De la guerre à la communauté universelle. Entre droit et politique* (Fayard, 2013).

GENEVIÈVE GARRIGOS PORTE-PAROLE D'AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE



Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France (AIF) de 2008 à 2016, est engagée dans tous les domaines portés par l'association. Actuellement elle est une des porte-paroles d'AIF et responsable de la Région Amériques.

Elle représente l'association auprès de l'OIF et de la CNCDH depuis 2008 où elle occupe

la vice-présidence du pôle « Société, éthique et éducation aux droits de l'homme ».

Elle est également présidente de l'association Limbo et secrétaire du Comité exécutif de la Fondation des Femmes.

LOÏC HENNEKINNE AMBASSADEUR DE FRANCE



Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale d'Administration, **Loïc Hennekinne** est entré dans la carrière diplomatique en 1966 et a occupé diverses fonctions dans les secteurs politique, économique, de gestion et d'audit.

Secrétaire général du G7 en 1989, puis conseiller diplomatique du président Mitterrand, Loïc Hennekinne a exercé

les responsabilités d'Ambassadeur en Indonésie, au Japon, au Canada et en Italie. Il a été Secrétaire général du Quai d'Orsay de 1998 à 2002.

Ambassadeur de France, il est membre du Conseil des Affaires étrangères.

AHMEDOU OULD ABDALLAH PRÉSIDENT DU CENTRE POUR LA STRATÉGIE ET LA SÉCURITÉ DANS LE SAHEL SAHARA (CENTRE4S)



Ahmedou Ould Abdallah, de nationalité mauritanienne, est président du Centre pour la Stratégie et la Sécurité dans le Sahel Sahara (Centre4s), basé à Nouakchott.

Après des études supérieures en France, il revient au pays, où de 1969 à 1984, il a servi successivement comme directeur de l'industrie puis ministre du Commerce et des Transports, Ambassadeur aux États-Unis et auprès des États du Benelux et de l'Union européenne puis ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

Il rejoint les Nations unies, où après avoir servi au siège à New York, il exerce sur le terrain comme Représentant Spécial du Secrétaire général (SRSG) au Burundi en 1993/95.

De 1996 à 2002, il a dirigé la Coalition mondiale pour l'Afrique à Washington DC, en étroite coopération avec la Banque mondiale.

De retour aux Nations unies il sert comme Représentant Spécial du SG en Afrique de

l'Ouest de 2002 à 2007 et en Somalie de 2007 à 2010. Il retourne au siège en 2011 et mène des missions périodiques dont la Mission pour la consolidation de la paix en 2015.

Ahmedou Ould Abdallah est membre fondateur de Transparency International et reste membre de son Conseil Consultatif. Il fait partie de plusieurs conseils d'orientations d'organisations privées ou à but non lucratif dont Search for Common Ground, The international Center for Ethics, Justice and Public Life, World Council Forum.

Il est Officier de l'ordre national du Mérite (Mauritanie) et Commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur (France).

Il a publié deux livres sur son expérience onusienne : *La diplomatie pyromane : Burundi, Rwanda, Somalie, Bosnie...* (Calmann-Lévy, 1996) et *Burundi sur la Brink* (United States Institute of Peace Press, 2000). Ses souvenirs *Plutôt mourir que faillir* sont parus en avril 2016.

MODÉRATION

JOËL MEKHANTAR

PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC AU CREDESPO
DE L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE, ADJOINT AU
MAIRE DE DIJON DÉLÉGUÉ À LA MODERNISATION
DU SERVICE PUBLIC ET À L'INFORMATIQUE



Actuellement délégué adjoint à la Modernisation du service public et à l'Informatique de la Ville de Dijon, **Joël Mekhantar** est aussi professeur de droit public, responsable du Master 2 Droit des Ressources Humaines des Fonctions Publiques, cofondateur de l'Association du Droit de la Fonction Publique (ADFP), et membre du réseau DEL (Démocratie électronique) au Centre de Recherche et d'Etude en Droit et Science Politique (CREDESPO).

Il concentre ses recherches sur le droit de la fonction publique, les finances

publiques, le droit constitutionnel et le droit des NTIC (Gouvernement électronique - Administration électronique).

Joël Mekhantar a publié plusieurs ouvrages et contribué à de nombreux ouvrages collectifs. Sa dernière publication s'intitule *Finances publiques de l'Etat. La LOLF et le nouveau droit budgétaire de la France*, (Hachette, Les Fondamentaux, 2007, rééditions 2009, 2010, 2011).

TABLE RONDE

14H00

*Le sport peut-il être mis au service
des droits de l'homme ?*

LE SPORT EST DEVENU UN FAIT SOCIAL TOTAL ET OCCUPE UN ESPACE MÉDIATIQUE ET SOCIÉTAL À NUL AUTRE PAREIL. COMMENT LE SPORT ET LES SPORTIFS PEUVENT-ILS CONTRIBUER À LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS ?

EMMANUELLE ASSMANN PRÉSIDENTE DU COMITÉ PARALYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS



Emmanuelle Assmann est titulaire d'un diplôme de Clerc de Notaire troisième catégorie de l'École du Notariat de Paris (1994), d'une licence en Information et Communication de l'Université Paris XIII (2005), ainsi que d'un diplôme Inter-Universitaire - Maîtrise « Compétences cadre, option compétences transverses » (2008).

Elle a débuté sa carrière en tant que Clerc de Notaire (1994-1996) et a ensuite été assistante au département communication et administration-finances de la Fédération française handisport (1998-2002), puis assistante de projet à la Fondation Électricité de France (2002).

Elle intègre la société EDF en 2005 en tant que chargée de projet au département

sponsoring sportif de la Direction de la Communication. Elle occupera ensuite les fonctions de chargée de communication à la Délégation régionale de Normandie (2009), puis responsable de la communication (2012).

Ancienne escrimeuse de haut-niveau, médaillée de bronze à l'épée par équipe aux Jeux Paralympiques d'Athènes 2004 et vice-championne d'Europe 2005 à l'épée en individuel, Emmanuelle Assmann est depuis septembre 2013 présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF), et secrétaire générale de la Fédération française handisport.

Emmanuelle Assmann est Chevalier de l'ordre national du Mérite et Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur.

PAPE DIOUF
ANCIEN JOURNALISTE SPORTIF,
ANCIEN PRÉSIDENT DE L'OLYMPIQUE
DE MARSEILLE



Pape Diouf est un ancien journaliste sportif au quotidien *La Marseillaise*.

Il a également été agent de joueurs et avait dans son carnet un certain nombre de footballeurs connus tels que Joseph-Antoine Bell, Basile Boli, Abedi Pelé, Grégory Coupet, Marcel Desailly, Didier Drogba, Samir Nasri, William Gallas, Laurent Robert ou encore Frédéric Kanouté.

En 2004, il rejoint l'Olympique de Marseille comme manager général du club, chargé des affaires sportives, avant d'en devenir le président en 2005, poste qu'il occupera jusqu'en 2009.

En 2010, Pape Diouf s'est associé avec Jean-Pierre Foucault et Franck Papazian pour créer l'École européenne de communication et l'École européenne de journalisme de Marseille. Il y enseigne l'éthique et la déontologie.

Il est l'auteur de *De but en blanc*, avec Pascal Boniface (Hachette, 2009) et de *C'est bien plus qu'un jeu* (Grasset, 2013).

Pape Diouf est Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur.

GÉRALD SIMON
PROFESSEUR, DIRECTEUR DU
LABORATOIRE DE DROIT DU SPORT
À L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE



Gérald Simon est professeur agrégé des Facultés de droit, professeur de droit public à l'Université de Bourgogne. Il occupe les fonctions de directeur de l'Institut Supérieur des Territoires, directeur du Laboratoire de Droit du Sport (LDS) et directeur du Master II « Professions Juridiques du Sport » de l'Université de Bourgogne. Il est par ailleurs arbitre au Tribunal Arbitral du Sport de Lausanne.

Gérald Simon a publié de nombreuses publications en droit du sport dont notamment *Le stade et le droit* (Daloz, 2008), *Le soutien public au sport* (Economica, 2011), *Droit du sport* (PUF, 2012), *Sport et nationalité* (Economica, 2014). Il rédige régulièrement divers commentaires et notes de jurisprudence en matière sportive.

LILIAN THURAM PRÉSIDENT DE LA FONDATION LILIAN THURAM-ÉDUCATION CONTRE LE RACISME, ANCIEN FOOTBALLEUR



Après sa prestigieuse carrière de footballeur international, champion du monde en 1998, champion d'Europe en 2000, vice-champion du monde en 2006, ainsi que de nombreux titres en club et détenteur du record de sélections en Équipe de France masculine, **Lilian Thuram** a choisi de se consacrer exclusivement à la fondation Éducation contre le racisme qu'il a créée en 2008.

Il est l'auteur de *Mes Étoiles noires, de Lucy à Barack Obama* (Philippe Rey, 2010) et *Points-Seuil*, 2011, traduit en

italien, portugais, espagnol et suédois), de *Manifeste pour l'égalité* (Autrement, 2012 et J'ai Lu, 2014), de la bande dessinée *Notre histoire* (Delcourt, 2014) et de la bande dessinée *Tous Super-Héros* (Delcourt Jeunesse, 2016).

Lilian Thuram est Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur.

MODÉRATION

PASCAL BONIFACE DIRECTEUR DE L'IRIS



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Paris 8.

Pascal Boniface dirige également *La Revue internationale et stratégique* (parution trimestrielle depuis 1991) et *L'Année stratégique* (parution annuelle depuis 1985).

Il a écrit ou dirigé la publication d'une cinquantaine d'ouvrages ayant pour thème les relations internationales, les questions nucléaires et de désarmement, les rapports de force entre les puissances, la politique étrangère française, l'impact du sport dans les relations internationales, le conflit du Proche-Orient et ses répercussions en France.

Pascal Boniface publie de nombreux articles dans des revues internationales de

géopolitique, intervient régulièrement dans les médias nationaux ou internationaux, écrits ou audiovisuels et fait de nombreuses conférences et débats en France et à l'étranger. Il est l'un des géopolitologues les plus suivis sur les réseaux sociaux, notamment Twitter et Facebook.

Il est éditorialiste pour les quotidiens *La Croix* (France), *La Vanguardia* (Espagne) et *Al Ittihad* (Emirats arabes unis).

Pascal Boniface est membre du Conseil national de l'éthique de la Fédération française de football. Il est par ailleurs consultant pour les questions géopolitiques du Musée de l'Olympisme et consultant géopolitique pour l'ONG Peace and Sport.

Pascal Boniface est Chevalier de l'Ordre national du mérite et Officier de la Légion d'honneur. Il a également reçu le prix Vauban en 2012.

TABLE RONDE

15H45

Les réfugiés

LES OPINIONS OCCIDENTALES SONT DIVISÉES FACE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS. Y-A-T-IL DES RÉPONSES CRÉDIBLES ET SATISFAISANTES À CETTE CRISE, RESPECTUEUSES DES DROITS DE CHACUN ?

JEAN-FRANÇOIS CORTY DIRECTEUR DES OPÉRATIONS INTERNATIONALES DE MÉDECINS DU MONDE



Jean-François Corty est médecin, diplômé en sciences politiques.

Il a été médecin bénévole à l'antenne de Médecins du Monde de Toulouse en 1998, puis a travaillé avec l'association Médecins sans frontières comme médecin terrain (Érythrée, Liberia, Afghanistan, Niger), chef de mission (Niger, Iran), ainsi qu'au siège en tant que responsable de programmes.

Après avoir occupé le poste de directeur des missions France entre 2009 et 2016, Jean-François Corty est actuellement

directeur des opérations internationales de Médecins du Monde depuis février 2016. Il est également chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques de Toulouse depuis 2009.

Il est co-auteur de *Santé publique et grande précarité : état des lieux et questions éthiques* (Mdm-SFSP, 2011), co-auteur avec D. Tabuteau de *Pratique et éthique médicales à l'épreuve des politiques sécuritaires* (Les Presses de Sciences Po, 2010) et a contribué à la réalisation du livre/ disque *Décamper* (La Découverte, 2016).

PIERRE HENRY
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
FRANCE TERRE D'ASILE



Pierre Henry est diplômé de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et licencié de philosophie.

Après avoir travaillé au Parlement européen et dirigé l'Institut méditerranéen de la communication, il a occupé les fonctions de Directeur de cabinet du président de l'Office des migrations internationales (OMI), mais aussi auprès de la mairie de Villiers-le-Bel (1986-87). Il a exercé pendant six ans la fonction de Responsable de la communication de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Picardie. Il a été conseiller municipal de 1983 à 1989 durant la mandature d'Alain Peyrefitte à Provins.

Depuis 2008, il est membre du comité exécutif du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE), ainsi que Secrétaire général adjoint de l'association Droit et Démocratie. De 2005 à 2011, il a été membre du Conseil d'administration

de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). Il est accrédité auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC). Il a joué, depuis son accession au poste de directeur général en 1997 de France terre d'asile, un rôle déterminant dans le développement de l'association, en construisant l'une des grandes organisations du secteur de défense des droits de l'Homme et des migrants (près de cinq cents salariés). Il est l'un des acteurs du dénouement de la crise de Cachan en 2006 et l'un des experts reconnus du secteur des migrations.

Pierre Henry est l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels : *Dico atlas des migrations* (avec B. Martinez, Belin, 2013), *Panique aux frontières - Enquête sur cette Europe qui se ferme* (Max Milo, 2011), *Danger au pays de la gauche normale* (avec J-L. Gonneau, Les points sur les i, 2014), *Le K. O. ou la fraternité* (Hermann, 2016).

THOMAS RIBÉMONT PRÉSIDENT D'ACTION CONTRE LA FAIM



Thomas Ribémont est président de l'ONG Action Contre la Faim. Membre du conseil d'administration de cette association depuis 2011, il a été président de son Comité Éthique et membre de son Comité d'Audit. Maître de conférences en science politique à l'Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité, il y dirige, avec Christel Cournil, le Master 2 « Coopération internationale et ONG » et est chercheur au Centre de Recherche sur l'Action Locale (CERAL).

Thomas Ribémont est également chercheur associé au Centre d'Études Politiques de l'Europe Latine (CEPEL) de

l'Université de Montpellier 1 et chercheur associé à l'équipe de recherche « Intégration et Coopération dans l'Espace européen » (ICEE) de l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.

Il enseigne par ailleurs à Sciences Po et a publié plusieurs ouvrages dont *Introduction au droit des étrangers en France* (De Boeck, 2012) et *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. À la croisée des regards et des disciplines* (dir.), (Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2016).

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN
DIRECTRICE DE RECHERCHE AU CNRS



Catherine Wihtol de Wenden est directrice de recherche au CNRS et docteure en Science politique. Elle a été consultante pour divers organismes dont l'OCDE, la Commission européenne, le Haut-Commissariat aux Réfugiés et le Conseil de l'Europe. Elle est par ailleurs membre des comités de rédaction d'*Hommes et Migrations*, de *Migrations Société*, d'*Esprit*, de *Modern and Contemporary France*, de *Projet* et d'*Anatoli*. Elle est également enseignante à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'École doctorale de Sciences Po.

Juriste et politiste, elle a mené de nombreuses enquêtes de terrain sur les relations entre les migrations et la politique

en France. Ses recherches comparatives portent sur les flux, les politiques migratoires et la citoyenneté en Europe et dans le monde.

Catherine Wihtol de Wenden a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Faut-il ouvrir les frontières ?* (Presses de Sciences Po, 2013), *Migrations en Méditerranée* (avec H. Thiollet et C. Schmoll, CNRS Éditions, 2015), *Atlas des migrations. Un équilibre mondial à inventer* (Autrement, 2016). Elle contribue également à de nombreuses publications et revues.

Catherine Wihtol de Wenden est Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur.

MODÉRATION

CHARALAMBOS APOSTOLIDIS
PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT ET
SCIENCES ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE
À L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE



Charalambos Apostolidis est professeur à la Faculté de droit et de sciences économique et politique de Dijon. Il est spécialiste du droit international public et des droits de l'homme auxquels il a consacré ses principaux travaux.

Il est également membre de la Société française pour le droit international et

de l'Institut international des Droits de l'Homme-Fondation René Cassin.

Charalambos Apostolidis est Officier de l'Ordre des Palmes académiques.

17H15

Allocution de clôture

SLADANA ZIVKOVIC

ADJOINTE AU MAIRE DE DIJON DÉLÉGUÉE
AUX RELATIONS INTERNATIONALES
ET AUX RELATIONS EXTÉRIEURES



Ville de Dijon

Tél : +33 (0)3 80 74 51 51

www.dijon.fr

 @dijon



Institut de relations Internationales et stratégiques

Tél : +33 (0)1 53 27 60 60

www.iris-france.org

 @InstitutIRIS

En partenariat avec



FRANCE
MÉDIAS
MONDE

LIBRAIRIE-PAPETERIE
GRANGIER

